

8^{EME} CONFERENCE AFRICAINE SUR LA POPULATION

COMMUNICATION

CROISSANCE DEMOGRAPHIQUE, DEVELOPPEMENT AGRICOLE ET CROISSANCE ECONOMIQUE

Dr A. SANGARE Saadatou

ECONOMISTE

JUILLET 2019

SOMMAIRE

LISTE DES TABLEAUX ET GRAPHIQUES.....	II
SIGLES ET ABBREVIATIONS.....	III
INTRODUCTION	1
I. SYNTHÈSE DU DÉBAT SUR LES DYNAMIQUES DÉMOGRAPHIQUES ET ÉCONOMIQUES	2
II. POIDS DÉMOGRAPHIQUE ET DYNAMIQUE DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE.....	4
III. LES ENJEUX D'UNE CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE SUR LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE AU NIGER	7
3.1. ANALYSE COMPARÉE DE L'ÉVOLUTION DE LA CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE ET ÉCONOMIQUE AU NIGER	7
3.1.1. <i>Une démographie galopante et majoritairement jeune</i>	7
3.1.2. <i>Une économie structurellement instable</i>	9
3.1.3. <i>Les conséquences de l'évolution rapide de la population sur le développement de l'économie</i>	10
3.2. PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES ET DÉMOGRAPHIQUES AU NIGER.....	16
IV. LES ENJEUX D'UNE CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE RAPIDE SUR LES CONDITIONS DE VIE DES POPULATIONS	17
4.1. EFFET SUR L'INDICE DE DÉVELOPPEMENT HUMAIN.....	18
4.2. EFFET SUR LE NOMBRE DES PAUVRES	19
CONCLUSION.....	21

LISTE DES TABLEAUX ET GRAPHIQUES

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Evolution projetée des variables économiques 2012-2015.....	16
Tableau 2: Evolution des indicateurs de pauvreté	19

LISTE DES GRAPHIQUES

Figure 1 : Evolution de la population du Niger de 1990 à 2012	8
Figure 2 : Evolution du taux de croissance du PIB	9
Figure 3: Evolution des dépenses courantes de l'Etat en éducation et en santé de 2000 à 2012	11
Figure 4: Evolution de taux de dépendance de 1960 à 2010	12
Figure 5 : Evolution du PIB et du PIB par habitant	14
Figure 6 : Projections du PIB par tête à partir de 2012 avec une croissance démographique tendancielle et réduite.....	17
Figure 7 : Evolution de l'IDH de 1980 à 2011.....	18
Figure 8: Pourcentage de pauvres selon la taille du ménage.....	20

SIGLES ET ABBREVIATIONS

CAPED	Cellule d'Analyse et de Prospective en Développement
INS	Institut National de la Statistique
EDSN-MICS	Enquête Démographique de Santé du Niger

PIB	Produit Intérieur Brut
DGI	Direction Général des Impôts
PDES	Plan de Développement Economique et Social
IDH	Indicateur de Développement Humain
WDI	World Development Indicator

Introduction

Le consensus qui semble caractériser les années quatre-vingt-dix, tel qu'il émane des débats et des travaux de la Conférence mondiale sur la population et le développement du Caire de 1994, s'organise donc autour de plusieurs traits caractéristiques, fédérés par l'idée dominante selon laquelle la croissance démographique est un obstacle majeur à un développement soutenu. Néanmoins, plus récemment, en réexaminant l'ensemble de la question, des auteurs ont été amenés à conclure que la croissance démographique présentait à la fois des effets bénéfiques et défavorables et que l'issue restait relativement incertaine concernant son impact net sur le développement. Ainsi, à la priorité accordée à des relations de nature univoque se substitue progressivement une vision plus systémique de la démographie économique. Cette position est cohérente avec les dernières réflexions théoriques sur la relation entre la croissance démographique et la croissance économique qui suggèrent le développement d'analyses contextuelles pour comprendre le sens de la relation. Autant il est vrai qu'une population active nombreuse peut être source de création de richesse et par conséquent de croissance économique autant un accroissement important du nombre de personnes à charge peut induire selon les contextes plusieurs défis en termes d'autosuffisance alimentaire et de couverture des besoins en services sociaux de base.

Le Niger, pays situé au cœur de l'Afrique de l'ouest constitue un cas exceptionnel où la progression démographique annuel a été maintenue pendant quatre décennies (1977-2017) à plus de 3% et a atteint 3,9% au cours du dernier recensement de 2012 alors que la croissance économique demeure insuffisante et instable. Dépendant fortement de ces ressources naturelles, l'économie du pays apparaît fortement liée aux aléas climatiques et aux cours des matières premières (pétrole, uranium, or, etc.). Une telle configuration crée beaucoup d'incertitudes dans les perspectives de développement du pays dans un contexte où les dépenses publiques sont exaspérées par une croissance démographique annuelle de plus de 600 000 personnes. Entre 2001¹ et 2012, la population du Niger est passée de 11 060 291 à 17 129 076 habitants² et le taux de croissance démographique estimé jusqu'alors à 3,3% s'est établi à 3,9% en 2012. A ce

¹ Résultats définitifs du 3^{ème} Recensement général de la population et de l'habitat, 2001.

² Résultats provisoires du 4^{ème} Recensement général de la population et de l'habitat, 2012.

rythme, la population nigérienne doublera en moins de 18 ans et se situera à plus de 30 millions d'habitants en 2027 et près de 50 millions d'habitants en 2040. Cette forte croissance démographique résulte d'une fécondité élevée (7,6 enfants par femme en moyenne), de la baisse de la mortalité et d'un solde migratoire faible.

Le présent article présente un cas empirique pour interroger la relation complexe entre démographie, satisfaction des besoins alimentaire et développement économique. Il analyse l'impact du facteur démographique sur le développement agricole et la croissance économique au Niger. Il se fonde sur une approche neutraliste d'analyse des tendances et des liens de causalité pour montrer comment un pays peut se retrouver dans un cercle vicieux où le facteur démographique semble refreine le développement agricole et la croissance économique et par conséquent compromet les investissements stratégiques qui permettent de capturer les effets bénéfiques d'une main d'œuvre plus importante. L'article est structuré en trois (3) parties :

I. Synthèse du débat sur les dynamiques démographiques et économiques

L'objet de cette section est de rappeler succinctement les grandes lignes du débat théorique moderne autour des interactions entre la croissance de la population et la progression des niveaux de vie. Ce cheminement de la pensée démo économique est caractérisé par des points de vue divergents et contradictoires qui ont finalement abouti à une conception autonome de la relation entre la démographie et la croissance économique et le développement. La principale opposition porte sur le sens de la relation : la population fonde-t-elle la richesse ou en dépend-elle? Trois positions fondamentales vont se succéder selon lesquelles les conséquences de la forte croissance démographique seront négatives, positives, variables ou non problématiques :

- *La théorie de la transition démographique* : l'argument principal de cette théorie est que c'est le changement socio-économique qui doit impulser le changement démographique. Autrement dit c'est le processus de développement local qui doit amener les hommes à changer leur comportement en matière de fécondité. Il en résultera alors un déclin de la mortalité.
- *La théorie malthusienne* : la croissance de la population a un effet négatif sur la croissance économique. Cette position dite orthodoxe s'est organisée autour de quelques

éléments théoriques fondamentaux parmi lesquels la théorie démo-économique malthusienne³ a été la plus dominante. Bloom et Canning (2006) explique que la population en croissance crée une surcharge, au moins à court terme sur les ressources naturelles peu abondantes ainsi que sur les ressources renouvelables créées par l'homme par exemple les infrastructures et le capital. Des auteurs comme Leibenstein (1954 et 1957) et Nelson (1956) décrivent sur ces bases une trappe d'équilibre de bas niveau dans laquelle la croissance démographique engluait la croissance du revenu par tête. Toutefois, cette position considère la croissance démographique seulement sous l'angle de la consommation de richesse et du détournement d'une partie de l'investissement du secteur productif vers le secteur social. Devant l'incapacité de trouver des preuves empiriques des effets préconisés, Bairoch suggère l'existence d'un seuil critique, au-delà duquel la croissance démographique serait préjudiciable au progrès économique.

- *La théorie de Boserup des années 70* : la croissance des ressources et du revenu est induite par celle de la population. Autrement dit, plus le nombre de personnes dans un pays croît plus ce dernier se développe et donc accroît ses ressources et son revenu. La croissance démographique favorise le développement économique à travers l'accroissement de la productivité par élargissement des marchés, le développement des communications et l'innovation technologique.
- *La position relativiste* : l'idée d'un neutralisme démographique a été avancée à partir de 1953. Les effets de la forte croissance de la population peuvent être positifs, négatifs ou incertains. Deux arguments fondamentaux sont avancés : la croissance démographique n'est qu'un facteur secondaire du développement économique et les effets délétères de la forte croissance démographique sont largement compensés par des réactions de marché. Les neutralistes prônent donc une mutuelle dépendance entre les phénomènes économiques et les phénomènes démographiques. La croissance démographique rapide peut certes aggraver les problèmes liés au développement, mais d'autres facteurs y sont également en cause comme la gestion déficiente des ressources ou la structure des incitations biaisée, etc. Finalement, les effets de la croissance démographique sur

³ Le pouvoir multiplicateur de la population est, selon Malthus (1798), tel qu'en l'absence de freins, l'humanité est condamnée à la stagnation économique (mesurée par la quantité de subsistances disponible par tête).

l'économique varient considérablement selon le contexte national en occurrence les facteurs d'influence sont la densité de la population, le degré d'ouverture et l'orientation des échanges de l'économie, et la nature et le rôle du secteur agricole et de la base de ressources naturelles.

En conclusion, au consensus qui semble caractériser les années quatre-vingt-dix, selon lequel la croissance de la population est un obstacle majeur à un développement économique soutenu va succéder une nouvelle logique systémique stipulant que la croissance démographique présente à la fois des effets bénéfiques et défavorables de sorte que l'issue reste relativement incertaine concernant son impact net sur le développement.

II. Poids démographique et dynamique de développement agricole

L'idée d'une pression du facteur démographique sur la production agricole est formalisée par l'opposition entre la théorie de Malthus et celle de Boserup. Pour Malthus, la croissance de la population se traduit irrémédiablement par une pression sur les ressources, une baisse de la fertilité des sols puis de la production agricole « provoquant à terme disettes et/ou exodes ramenant [naturellement] les effectifs de population à des niveaux plus supportables si n'était pas mis en place une politique de régulation volontaire des naissances » [Cambrezy, Sangli]. Pour Boserup, au contraire, la croissance démographique dans le cadre d'une agriculture familiale est le moteur de l'innovation agricole et de l'intensification. La question fondamentale est de savoir d'une part si la production agricole évolue au rythme de la progression démographique et d'autre part quels sont les effets en termes de sécurité alimentaire.

2.1. Importance de l'agriculture dans l'économie

Au Niger, l'agriculture représente plus de 40% du produit intérieur brut national et constitue la principale source de revenus pour plus de 80% de la population. La performance du secteur agricole est néanmoins très instable du fait de sa forte exposition aux changements climatiques. Le système de production agricole se présente sous forme de petites exploitations agricoles d'un hectare maximum. Il est relativement diversifié et demeure tributaire des conditions climatiques. Les performances du secteur agricole restent globalement insuffisantes compte tenu des rendements en régression consécutifs à la baisse progressive de la fertilité, à la mise en culture

des terres marginales, à l'absence de jachère et au déficit du bilan hydrique. Un quart seulement des 15 000 000 ha des terres cultivables est aujourd'hui mis en valeur. En outre, 70 000 à 80 000 ha des nouvelles terres sont occupés annuellement par l'agriculture aux dépens des forêts et de l'élevage lui-même fortement extensif. L'agriculture est essentiellement pluviale et les cultures vivrières céréalières constituent la base de la production.

En termes de milieu de résidence, la population du Niger est majoritairement rurale. Comparativement à la sous-région, le taux d'urbanisation est faible (18 % en 2012 contre 43% pour l'ensemble de la CEDEAO). Le Niger est aussi le pays le plus vaste d'Afrique de l'Ouest et à cet effet une densité de la population est donc peu élevée qui figure parmi les plus faibles de la sous-région (2,7 habitants au km² en 1960, 4,6 habitants au km² en 1980, 8,7 habitants au km² en 2000 et 13,5 habitants/km² en 2012).

2.2. Les effets de la forte croissance démographique

La croissance démographique a des répercussions sur le développement agricole dont les effets sont souvent mitigés.

Le morcellement des exploitations agricoles

Au cours de ces dernières années, on observe un morcèlement des exploitations agricoles en raison de la forte progression démographique et du droit de successions en vigueur. Les exploitations agricoles de petite taille (environ 5 ha) sont de plus en plus dominantes. Elles sont peu intensives et peu productives et se limitent à assurer des moyens de subsistance, en utilisant la force de travailleurs familiaux non payés. Sur les quelques 2,7 millions d'hectares de terre arable, seuls 40 000 sont irrigués, ce qui limite de fait les cultures de contre-saison et impose la dépendance à la pluviométrie. En outre l'accroissement de la production agricole conduit à une extension de l'occupation de l'espace rural, entraînant avec elle le rétrécissement des espaces vacants et l'augmentation des déboisements. Cela a pour conséquence de modifier le mode de reconstitution de la fertilité des sols agricoles traditionnellement assurée par la jachère et la fumure animale. Les jachères devenant de plus en plus courtes, c'est aussi un espace pastoral qui se contracte en même temps que s'appauvrissent la quantité et la qualité de la couverture végétale. Pour répondre à l'accroissement démographique et en absence d'intensification, les

surfaces cultivées s'étendent. On aboutit ainsi à une diminution régulière des temps de jachères et à une saturation de l'espace.

Une baisse de la productivité

L'utilisation intensive des terres fait diminuer la productivité dans le secteur agricole et parallèlement le revenu agricole. L'accroissement du nombre d'actifs devrait accroître les disponibilités de main d'œuvre pour accroître la production agricole. Toutefois la récurrence des mauvaises campagnes agricoles, la faiblesse des investissements de modernisation de l'appareil productif et la faible mécanisation, font que les travailleurs agricoles sont de plus en plus découragés et sont tentés de se diriger vers d'autres secteurs plus productifs. Les statistiques recueillies au niveau de l'Institut Nationale de la Statistique montrent que la population active agricole qui était de 74% (3 561 298 travailleurs agricoles en 2013 sur une population active totale de 4 812 565 personnes) en 2001 n'est plus que de 71% en 2014. Aussi, il est évident que la forte pression démographique qu'a connue le monde rural s'est accompagnée d'une augmentation des superficies cultivées, mais sans augmentation des rendements, d'un abandon progressif de la jachère et d'une dégradation de superficies cultivables (Guengant et Banoin, 2003).

Une augmentation de la production agricole

Le graphique ci-dessous montre bien que le doublement de la population agricole s'est accompagné, au cours de trois dernières décennies, par une croissance proportionnelle des superficies cultivées.

Contrairement aux autres pays de l'Afrique de l'ouest, l'augmentation de la production n'est pas le résultat d'une augmentation des rendements ou des surfaces récoltées. Elle est surtout le résultat du développement des cultures irriguées qui marqué un changement structurel en réponse aux défis d'autosuffisance alimentaire. Contrairement à une vision encore largement répandue, la productivité par agriculteur a augmenté de 2,6% par an depuis 1980, même si elle a effectivement décliné entre 1961 et 1980.

Une insécurité alimentaire forte malgré une meilleure disponibilité agricole

La croissance agricole a permis une hausse de la production alimentaire disponible pour la consommation, qui est passée de ... Pourtant la situation alimentaire et nutritionnelle des populations nigériennes reste critique.

III. Les enjeux d'une croissance démographique sur la croissance économique au Niger

Les dernières réflexions théoriques sur la relation entre la croissance démographique et la croissance économique suggèrent le développement d'analyses contextuelles pour comprendre le sens de la relation. Au Niger, la dynamique démographique est caractérisée par un taux intercensitaire qui a atteint 3,9% en 2012 alors que la croissance économique demeure irrégulière et non soutenue. L'objet de cette section est d'analyser les dynamiques démographiques et économiques au Niger afin de comprendre le sens de la relation dans le contexte du pays. Cette analyse se fera en deux temps : une analyse rétrospective de la dynamique des variables démographiques et économiques et une analyse prospective des enjeux futurs.

3.1. Analyse comparée de l'évolution de la croissance démographique et économique au Niger

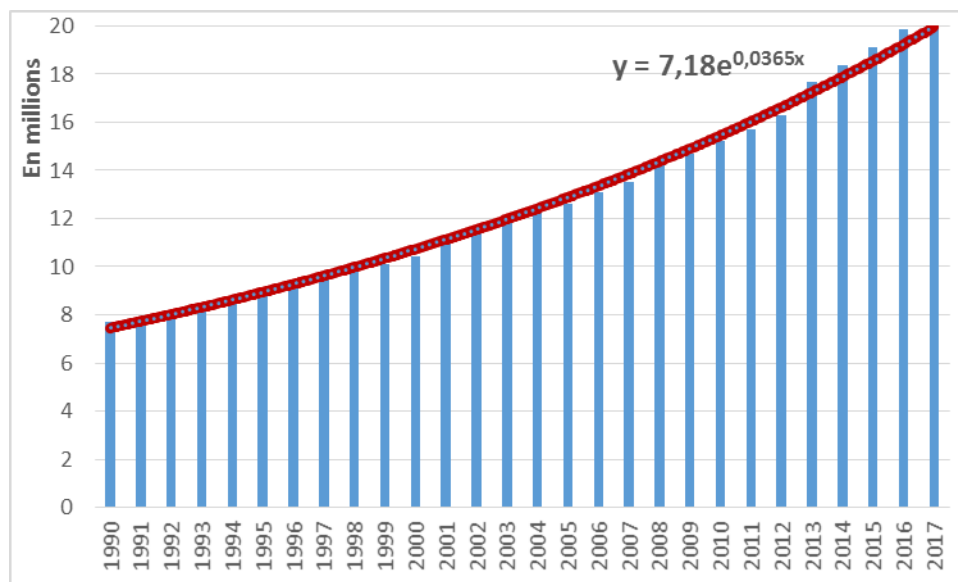
Le lien entre la croissance démographique et la croissance économique a été largement débattu par les chercheurs sans qu'un consensus se dégage sur le sens de la relation. Pour comprendre la problématique dans le contexte nigérien, nous dressons une analyse comparée rétrospective de l'évolution des variables économiques et démographiques. Mais avant, il est utile de rappeler les caractéristiques de l'économie nigérienne et celle de sa démographie.

3.1.1. Une démographie galopante et majoritairement jeune

La population Nigérienne, estimée à environ 21,5 millions d'habitants en 2018 par l'Institut National de la Statistique (INS), évolue encore à un rythme très élevé avec un taux de croissance intercensitaire qui a atteint récemment 3,9%. Cette population qui, en 1960, était évaluée à 3,240 millions d'habitants atteignait déjà 7,754 millions en 1990, 10,492 millions en 2000, 15,203 millions en 2010 et 21,47 millions en 2018. Cette progression est en liaison avec le niveau élevé de l'indice synthétique de fécondité estimé à 7,1 enfants par femme puis 7,6 respectivement en 2006 et 2012 (EDSN-MICS 2006, 2012). Le taux de croît démographique n'a pratiquement pas

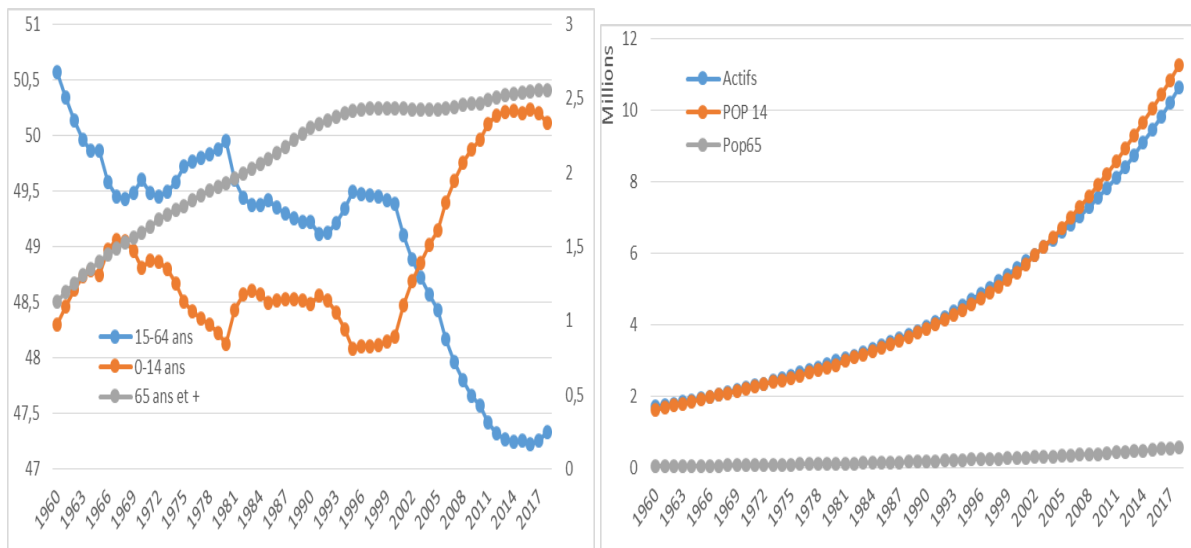
diminué entre 1990 et 2010. Au contraire, il a même augmenté, comme l'illustre la figure ci-dessous qui montre un rythme de croissance exponentielle. A ce rythme, on devrait s'attendre à un doublement de la population tous les 18 ans.

Figure 1 : Evolution de la population du Niger de 1990 à 2017



Source : Auteur à partir des données de l'Institut National de la Statistique

Sur le plan structurel, la population nigérienne est extrêmement jeune (plus de 50% de la population a moins de 15 ans depuis 2011), avec une légère prédominance de sexe féminin (50,1%). La figure 3 montre que L'importance des jeunes de moins de 15 ans justifie le poids des besoins d'investissement en services sociaux de base notamment en éducation et en santé.

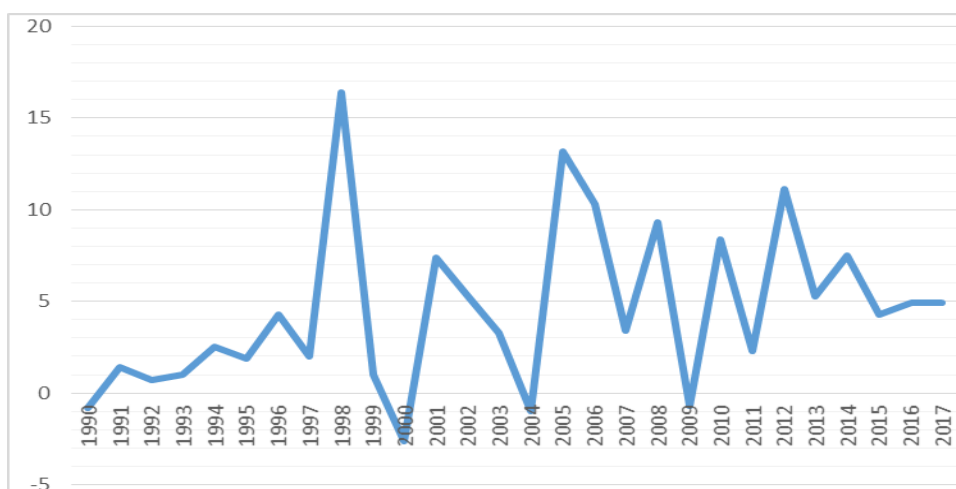


Source : Auteurs à partir des données de WDI

3.1.2. Une économie structurellement instable

Au Niger, le produit intérieur brut repose essentiellement sur la production agro-pastorale (en moyenne 43% de contribution au PIB) qui dépend dans une large mesure de la pluviométrie, donc des aléas climatiques (variation de la pluviométrie, sécheresse, désertification, etc.). Une telle structure justifie en partie le rythme de croissance très instable de l'économie sur la période 1960-2017 (figure N°2).

Figure 2 : Evolution du taux de croissance du PIB réel de 1990-2017



Source : Annuaire statistiques série longue et comptes nationaux 2017

Ainsi, à une phase de croissance économique quasi nulle de 0,2% entre 1990-1993 a succédé une période de variation erratique de la création de richesse nationale. Depuis 2007, l'économie connaît une croissance annuelle moyenne de 4,5% à peine supérieur au taux de croix démographique. En 2017, la croissance économique réelle s'est établit à 4,9% après 4,3% en 2015 et 7,5% en 2014.

Outre la prédominance du secteur primaire, le produit intérieur brut (PIB) est caractérisé par un poids important (68% sur la période 2007-2011) des activités informelles. Cette informalisation s'est développée du fait de la faiblesse du tissu industriel mais surtout de l'incapacité de l'économie à créer des emplois suffisants et sécurisants. Elle a des conséquences néfastes sur la mobilisation des ressources internes, et par conséquent sur l'équilibre du budget et la capacité d'investissement de l'Etat. Autrement dit, la faiblesse des ressources internes et la rigidité des dépenses courantes engendrent des tensions permanentes de trésorerie laissant peu de place aux dépenses en capital. L'économie nigérienne souffre de plusieurs maux qui entravent son développement. Parmi les facteurs qui expliquent cet état on peut citer (i) la faiblesse du cadre institutionnel, (ii) le caractère limité des infrastructures, (iii) la faiblesse du capital humain (santé, l'éducation primaire, l'enseignement supérieur et la formation continue), (v) l'étroitesse et le manque de compétitivité du marché des biens et du travail en liaison avec un secteur industriel peu dynamique, (vi) le faible développement du marché financier et l'absence d'innovations technologiques.

3.1.3. Les conséquences de l'évolution rapide de la population sur le développement de l'économie

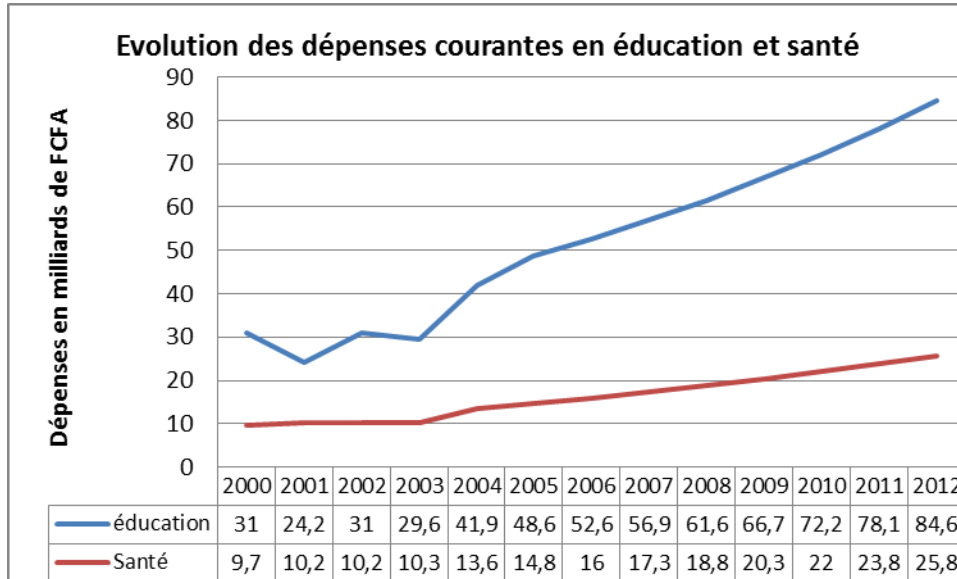
Au Niger, on peut relever trois effets majeurs associés à la forte progression du nombre des personnes au niveau macro: l'incidence sur la dynamique des besoins socioéconomiques de base, les nouveaux défis imposés en termes d'emploi et le ralentissement de la progression du produit intérieur brut par tête.

Des besoins socio-économiques accrus sans cesse

L'accroissement rapide de la population accroît sans cesse les besoins socio-économiques. Ces besoins socio-économiques concernent particulièrement les besoins en soins sanitaires, les besoins d'éducation et les besoins de subsistances alimentaires. Ainsi, pour répondre à la dynamique des besoins, les réserves de produits vivriers et la production agricole doivent être

considérablement augmentées, le nombre de salles de classe et le nombre d’enseignants doivent être accrues mais aussi les services sanitaires et tous les équipements accessoires doivent être multipliés. La prise en charge de tous ces besoins représente des coûts importants qui pèsent sur le budget de l’Etat. Une analyse rétrospective des dépenses budgétaires en services socio-économiques de base montrent ces dernières connaissent une évolution croissante dans le temps.

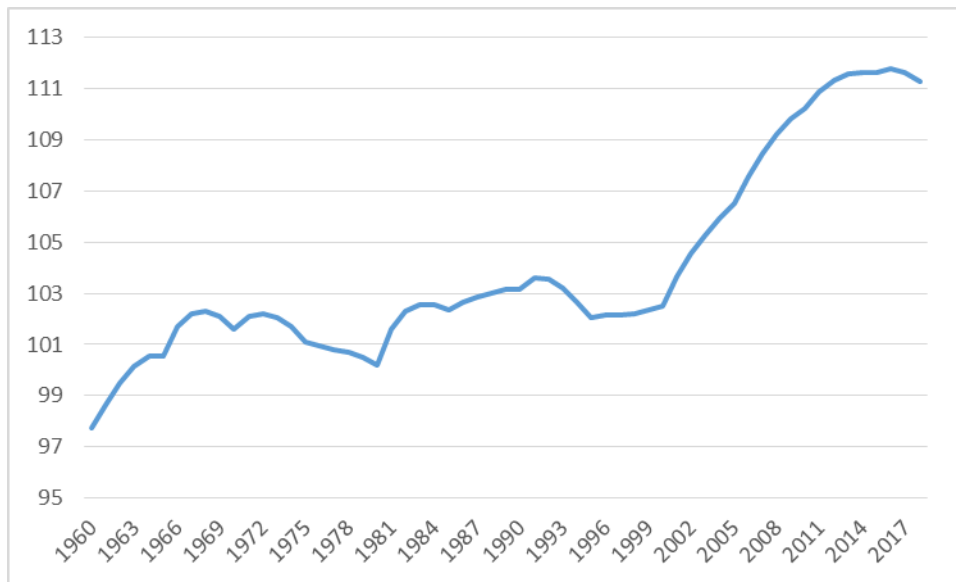
Figure 3: Evolution des dépenses courantes de l’Etat en éducation et en santé de 2000 à 2017



Source: DGI, TOFE 2000-2015

En réalité, les besoins sociaux de base sont accrus du fait de la modification de la structure de la population qui contribue à élever le ratio de dépendance. Ce dernier désigne la part de la population active par rapport à la population inactive. Dans le contexte nigérien où plus de la moitié de la population a moins de 15ans, le maintien de la forte progression démographique contribue à accroître davantage la population jeune. Cela se vérifie d’ailleurs à travers l’accroissement du taux de dépendance (figure 4). Le rapport entre la population inactive (population moins de 15 ans et population de plus 65 ans) et la population active qui était de 94 inactifs pour 100 actifs en 1960 a atteint 111 inactifs pour 100 actifs en 2017. La montée en flèche du taux de dépendance a pour conséquence de réduire les possibilités d’épargne et donc d’investissement productif tandis que l’augmentation de la population inactive accroît les besoins en services publics. Cette frange de la population sollicite en effet plus d’investissement en éducation et en santé.

Figure 4: Evolution de taux de dépendance de 1960 à 2017



Source : Auteur à partir des statistiques

L'accroissement des besoins des habitants en services socio-économiques de base empêche l'allocation de ressources à d'autres secteurs économiques et sociaux. L'Etat devra allouer davantage de ressources à l'alimentation, à l'habillement, au logement et à l'éducation de la composante jeune. Elle réduit ce faisant sa marge de manœuvre pour prendre en charge des investissements dans les infrastructures, les engrais, le transport qui sont directement productifs.

Un accroissement des besoins en termes d'emploi pour une population active galopante

La multiplication du nombre de personnes a des graves répercussions sur les possibilités d'emploi. Vu que la croissance démographique rapide est associée à un accroissement proportionnel de la population active, cela signifie que le rythme de création d'emplois doit correspondre au rythme de multiplication de la population active. Au Niger, même s'il n'existe pas de statistiques formelles pour le prouver, il est évident que le taux d'augmentation de la population active a dépassé celui de la création d'offre d'emplois. Il ne serait pas étonnant d'observer alors une augmentation rapide du taux de chômage pour les années à venir. En effet, la population active est estimée en 2018 à 10,6 millions d'habitants soit six fois plus qu'en 1960. Elle représente environ 47% de la population totale de 2018. C'est l'un des taux de dépendance

les plus élevés au monde comparé aux taux de 40 à 60 dépendants par « actifs potentiels » dans les pays émergents.

Lorsqu'un nombre de plus en plus grand de travailleurs ne peut plus être absorbé par les secteurs économiques modernes, les travailleurs se voient assigner soit des services non productifs, soit des fonctions traditionnelles à faible productivité et à revenu de subsistance très bas. Un nombre important de personnes actives sans emploi peut entraver le développement technologique et l'industrialisation se trouve ainsi ralentie par une pauvreté généralisée qui son tour réduit la demande relative des biens manufacturiers. Il en résulte des taux d'épargne et des niveaux de compétences plus faibles, ce qui entrave le développement.

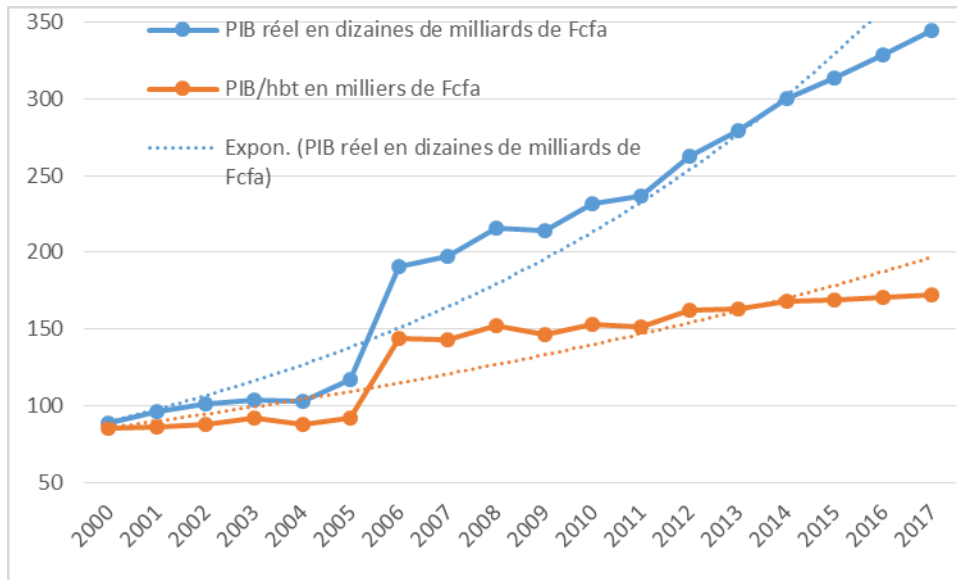
La croissance démographique rapide est un facteur parmi d'autres du ralentissement du niveau de vie

La croissance démographique rapide est un facteur parmi d'autres du ralentissement du niveau de vie. Cela est vérifié à travers son effet sur l'évolution de la richesse nationale par tête. Cette dernière, représentée par le PIB par tête, désigne la part de la valeur ajoutée globale qui revient à chaque habitant. En dépit d'une progression moyenne de la richesse nationale globale de 5,6% en moyenne sur la période 2000-2017, l'évolution du PIB par tête a été moins importante, en moyenne sur la même période. En effet, tout comme l'illustre la figure ci-dessous, le PIB par tête est passé de 314\$ US en 1960 (en dollars US constants de 2000) à 194\$ US en 1990, 165\$ US en 2000, 179\$ US en 2010 (World Bank 2012) et finalement 264\$ US en 2017 (INS, 2013). En monnaie nationale, cela correspond à une progression de 338° 840 FCFA en 1960 à 191°000 FCFA en 2011 puis 212 467 F CFA en 2012 (INS, 2013). En terme nominal, les statistiques de l'Institut National de la Statistique (INS) montrent que le PIB réel a été multiplié par 2,7 entre 1960 et 2010 mais l'accroissement démographique plus rapide a débouché sur une diminution du PIB par tête⁴ de 43% par rapport à son niveau de 1960.

⁴ Il désigne la part de la valeur ajoutée globale, représentée par le produit intérieur brut, qui revient à chaque habitant de la population.

Puisque la croissance démographique réduit le produit par tête, en raison de l'effet de dilution du capital, le ralentissement de cette croissance, toute chose égale par ailleurs, devrait donc augmenter le niveau de vie.

Figure 5 : Evolution du PIB et du PIB par habitant



Source : Worldbank Indicators

Sur la figure 5, on observe que le PIB par tête a baissé pendant les phases de faibles variations du PIB tandis qu'il semble s'être stabilisé au moment où les performances économiques se sont améliorées. De 230 \$ US en 1996, le revenu moyen par habitant a chuté à 150 \$ US en 2000 puis en 2005 pour finalement se situer à 177.1 \$ US en 2011.

En termes d'effets, la baisse du revenu moyen par habitant a des répercussions néfastes sur la mobilisation des ressources internes (influe sur l'assiette fiscale) et la capacité d'investissement de l'Etat, ce qui contribue en retour à éroder le niveau du produit intérieur brut.

La croissance démographique conduit à l'augmentation du besoin en investissements démographiques, non directement productifs, et limitant corrélativement le capital disponible pour les investissements directement productifs. Aussi, au fur et à mesure que la population augmente, les mesures prises pour assurer ces investissements doivent être accélérées en permanence pour simplement maintenir le statu quo. D'énormes ressources financières doivent

être mobilisées pour investir dans le capital humain, ce qui peut troubler la stabilité macroéconomique en créant des problèmes d'espaces budgétaire.

En conclusion, le mouvement rapide de la population accentue le déséquilibre entre la demande et l'offre des services sociaux de base. Le défi majeur pour l'Etat est alors la maîtrise de la croissance démographique pour faciliter l'adéquation entre la demande et l'offre sociale, de manière à préserver les ressources pour les générations futures et promouvoir le développement durable.

Une économie pris au piège du fait de la progression démographique

Les développements précédents ont montré que l'augmentation du nombre de personnes réduit de façon générale les marges de ressources disponibles pour assurer les investissements productifs dans le pays. Pour résorber ce problème, l'Etat a le choix entre accroître ses revenus ou refreiner la croissance démographique.

L'accroissement des ressources de l'Etat pourrait être envisagé à travers une progression exceptionnelle des recettes fiscales ou un développement des exportations. Seulement, force est de reconnaître qu'une politique d'accroissement de la fiscalité dans un contexte de pauvreté généralisée et de faiblesse du tissu industriel risquerait de réduire le pouvoir d'achat des populations et accroître ainsi leur vulnérabilité mais aussi de détériorer le climat des affaires. Par ailleurs, l'accroissement des recettes d'exportations nécessite non seulement un accroissement de la production agricole de rente mais aussi une amélioration des infrastructures de transport, une promotion de l'utilisation des intrants chimiques, une amélioration des systèmes de stockage de production, une amélioration du conditionnement des produits et globalement une amélioration du climat des affaires.

Toutes ces dispositions constituent justement les investissements productifs que devrait réaliser l'Etat si ces ressources budgétaires n'étaient pas absorbées par les investissements non directement productifs dans les secteurs sociaux. L'Etat est dès lors entraîné dans un cercle vicieux dans lequel il serait difficile de se livrer. Il est dès lors légitime de croire qu'un ralentissement de la progression démographique pourrait permettre à l'Etat de souffler et reconstituer des marges pour assurer son développement économique.

3.2. Perspectives économiques et démographiques au Niger

Au Niger, les perspectives de croissance économique s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre du Plan de Développement Economique et Social (PDES 2012-2015). Le PDES est le cadre de référence de toutes les interventions en matière de développement. Il a élaboré trois (3) scénarii de cadrage macroéconomique à savoir le scénario de base, le scénario de forte croissance et le scénario de basse croissance (CF. Annexe). Ces scénarii sont fondés sur des hypothèses relatives aux éléments de risque qui ne dépendent pas des décisions gouvernementales, à savoir, les risques climatiques et catastrophes naturelles et les risques liés à la conjoncture internationale et régionale et par suite les risques liés au financement du PDES.

Tableau 1 : Evolution projetée des variables économiques 2012-2015

	2012	2013	2014	2015	Variation
PIB	3468,8	3739,6	4014,1	4319,5	24,5
X	800	900,4	1009,5	1107,7	38,5
IM	1110,3	1213,3	1400	1530	37,8
C+I	3779,1	4052,5	4404,6	4741,8	25,5
C*	2421	2679	2964	3280	35,5
I	1358	1374	1440	1462	7,6

X : exportation, IM : importation, C : consommation, I : investissement

Source: Document du PDES 2012-2015, hypothèse de croissance basse et (*) calculs de l'auteur

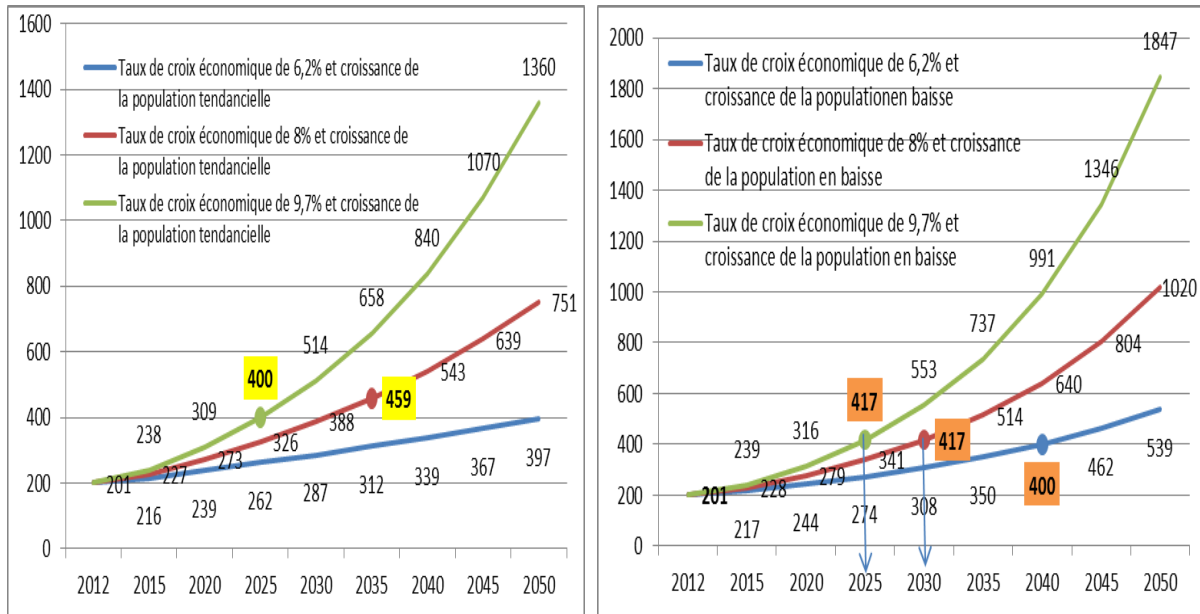
Selon le tableau 1, les prévisions faites dans le PDES montrent que sur la période 2012-2015, l'accroissement du PIB sera en grande partie absorbé par la consommation tandis que l'investissement ne progressera que de 8%.

Le PIB par tête ne doublera pas rapidement

La croissance économique ne permet pas une augmentation rapide du PIB par tête avec la croissance démographique actuelle. En effet, en considérant les perspectives de tendances économiques définies dans le PDES et les projections démographiques récentes des Nations Unies de 2012, on constate que sous l'hypothèse basse de croissance économique 6,2% par an, il faut attendre près de 40 ans pour observer un doublement du PIB par tête de 2012 avec une

croissance démographique constante de 3,9% par an. Même avec une croissance économique constante plus élevée de 8% ou 9,7% par an et une croissance démographique de 3,9% par an, le PIB par tête de 2012 ne doublera qu'en 2025 dans le premier cas, et après 2030 dans le second.

Figure 6 : Projections du PIB par tête à partir de 2012 avec une croissance démographique tendancielle et réduite



Doublement du PIB par tête en 2025, 2035 puis 2025, 2030 et 2040

Source : Auteur à partir des projections des Nations Unies

En considérant l'hypothèse d'évolution de la croissance démographique plus basse définie par la division de la population des Nations Unies, on arrive à un doublement du PIB/tête en 2040, soit 10 ans plus tôt, en supposant une croissance économique moyenne de 6,2%. Avec une hypothèse démographique basse et une croissance économique annuelle plus forte de 8% ou 9,7%, le doublement du PIB/tête interviendra en 2030 dans le premier cas et 2025 dans le second.

IV. Les enjeux d'une croissance démographique rapide sur les conditions de vie des populations

L'augmentation du nombre de personnes pose des défis énormes aux familles particulièrement dans les pays en développement. Entre avantages et inconvénients de l'augmentation de la taille des familles, il est difficile d'imaginer un consensus dans les points de vue des chercheurs. Aussi, au-delà de l'analyse de la liaison macroéconomique entre accroissement démographique

et développement économique, il importe aussi de considérer les effets de la progression démographique sur le bien-être individuel. Une telle analyse est possible en considérant les effets sur des variables microéconomiques telles que l'indice de développement humain et le taux de pauvreté ou incidence de la pauvreté.

4.1. Effet sur l'indice de développement humain

L'indice de développement humain (IDH) est un indice composé qui mesure la qualité de vie moyenne de la population d'un pays. Il tient compte de trois dimensions du développement humain à savoir la possibilité d'avoir une vie longue et en santé en se fondant sur l'espérance de vie à la naissance, le niveau de scolarisation, évalué à partir du taux d'analphabétisme et de la fréquentation des différents niveaux du système scolaire et le standard de vie, calculé à partir du Produit intérieur brut par capita en tenant compte de la Parité du pouvoir d'achat (PPA).

Cet indice, utilisé pour les comparaisons internationales de bien-être, place le Niger à l'avant-dernier ou au dernier rang depuis 1990. En 2017, l'IDH du Niger est estimé à 0,354, ce qui place le pays au 187^{ème} rang sur 187 pays selon le rapport Mondial sur le développement humain. Ce niveau est 2 fois plus petit que celui de la moyenne des pays à faible niveau de développement humain et 1,6 fois moins élevé que celui de la moyenne des pays d'Afrique Subsaharienne (0,485).

Figure 7 : Evolution de l'IDH de 1980 à 2017



Source : WDI, Banque Mondiale. ASS : Afrique Subsaharienne

Le niveau faible de l'IDH est la conséquence d'une espérance de vie de près de 30 ans plus bas que celle de la France et un revenu par habitant 1.6 fois moins important que la moyenne de l'Afrique subsaharienne. En dépit des efforts mis en œuvre au cours de ces dernières années pour améliorer les conditions sanitaires et le niveau de revenu des populations, les indicateurs associés progressent lentement et l'augmentation croissante des personnes à prendre en charge constitue l'une des causes. Pour améliorer son rang dans le classement mondial, une réduction significative de la progression démographique du Niger est indispensable ; cela permettrait d'améliorer les indicateurs de santé ainsi que le niveau de revenu par habitant et donc l'IDH d'une manière générale.

4.2. Effet sur le nombre des pauvres

Selon l'usage le plus courant, la pauvreté caractérise la situation d'un individu qui ne dispose pas des ressources réputées suffisantes pour vivre dignement dans une société et son contexte. Elle est perçue comme une insuffisance de ressources matérielles affectant la nourriture, l'accès à l'eau potable, les vêtements, le logement, ou les conditions de vie en général mais également une insuffisance de ressources intangibles telles que l'accès à l'éducation, l'exercice d'une activité valorisante, le respect reçu des autres citoyens ou encore le développement personnel.

Le Niger est confronté à une pauvreté chronique multifactorielle. Les dernières évaluations faites montrent que la situation ne s'est guère améliorée depuis plus d'une décennie. Le profil de pauvreté établi en 1994 montrait que 63% de la population Nigérienne vivait en dessous du seuil de pauvreté fixé à environ 75.000 F CFA par an et par personne en milieu urbain et à 50.000 F CFA par an et par personne en milieu rural. Une actualisation du profil de pauvreté en 2005 montre que 62.1% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté. Ce seuil est évalué à 147.750 F CFA par an et par personne (environ 400 F CFA par jour et par personne) et à 105.827 F CFA par an et par personne en milieu rural (environ 290 F CFA par jour et par personne). En 2008, le taux de pauvreté représente 59,5% de la population.

Tableau 2: Evolution des indicateurs de pauvreté

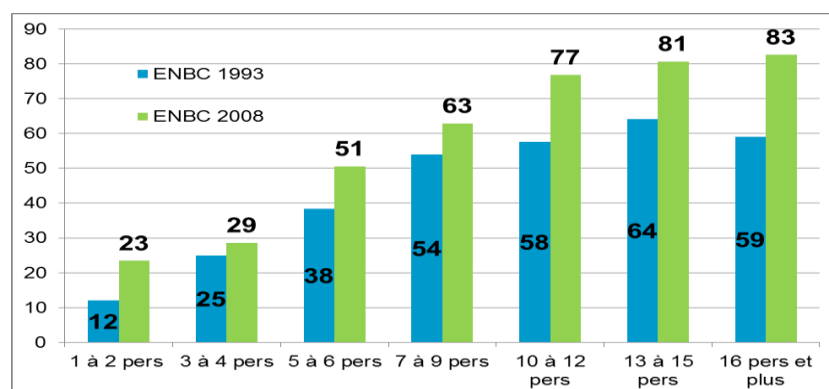
	1993	2005	2008	2014
--	------	------	------	------

Population totale (milliers)	8297	12960	13500
Taux de pauvreté (%)	63,5	62,1	59,5
Dont urbain	52,2	44,1	36,7
rural	65,7	65,7	63,9
Population pauvre (milliers)	5269	7 838	7 973
Dont urbain	795		803
rural	4450		7170
Seuil de pauvreté urbain	75000	144750	150933
Seuil de pauvreté rural	50000	105827	110348

Source : INS, ENBC 1992/93, QUIBB 2005 et ENBC 2007/08

Plusieurs études menées par l'Institut national de la Statistique montrent que l'ampleur de la pauvreté est liée à la taille du ménage. Cela est d'autant plus vrai aujourd'hui qu'il y a vingt ans. Selon les données de l'enquête Nationale budget Consommation de 1993, près de 2 ménages sur 10 sont pauvres dans les ménages de moins de 3 personnes tandis que le rapport atteint 7 sur 10 voire plus pour les ménages à plus de 7 personnes.

Figure 8: Pourcentage de pauvres selon la taille du ménage



Source : Auteur à partir des données des ENBC 1993 et 2008.

En 2008, quinze ans après, le rapport est de 1 sur 4 pour les ménages à moins de 3 personnes contre 8 sur 10 pour les ménages de plus de 10 personnes. En termes d'évolution, la pauvreté a augmenté pour les groupes de ménages les plus étendus sur la période considérée. Cette situation confirme la nécessité d'agir sur la croissance démographique pour accélérer la croissance économique, réduire les inégalités et la pauvreté et améliorer le bien-être des populations nigériennes.

L'accroissement du nombre de personnes à charge diminue les capacités parentales à pourvoir aux besoins de base de leur progéniture, les exposant ainsi à un risque de pauvreté. La forte croissance démographique constitue également une contrainte importante pour la provision de services publics adéquats en éducation et santé, et diminue l'assurance d'opportunités d'emplois pour une force de travail croissante.

Conclusion

La question centrale de la problématique démo-économique revenait donc à évaluer si la croissance économique pouvait s'initier dans les pays en développement sans que la fécondité fût préalablement réduite. Les théories qui sont apparues au cours du temps n'ont pas permis d'aboutir à un consensus sur le sens de la relation entre la croissance de la population et la croissance économique. La majorité des études parvenaient partiellement à justifier les tonalités largement pessimistes des conclusions des orthodoxes. Ce qui est clair c'est que la croissance démographique rapide peut imposer une barrière sérieuse, au développement socioéconomique bien que les situations peuvent être différentes selon les pays et les opportunités.

Dans le contexte nigérien, l'analyse développée dans ce rapport a permis de montrer que la croissance rapide de la population a des effets négatifs sur le développement économique du pays. Au niveau macroéconomique, le maintien de la croissance démographique au cours de ces dernières années a contribué à annihiler les efforts du gouvernement dans la prise en charge des services sociaux de base. Elle a conduit à une augmentation croissante des dépenses courantes dans les secteurs prioritaires de l'éducation et de la santé limitant ainsi l'espace budgétaire disponible pour les investissements productifs. Elle accroît le taux de dépendance du fait de l'évolution moins que proportionnelle de l'offre d'emploi avec pour conséquence la diminution de l'épargne et de l'investissement capitaliste dans les facteurs de production. Enfin, l'évolution rapide de la population restreint la part de richesse nationale par tête, plaçant ainsi le Niger au niveau des derniers rangs dans le classement mondiale des pays.

Au plan microéconomique, la croissance rapide de la population a conduit à un accroissement du nombre des pauvres. Elle influe sur le revenu des populations puisqu'elle limite la provision de services publics adéquats en éducation et santé, ainsi que l'assurance d'opportunités d'emplois.

La pauvreté à grande échelle, la productivité faible du travail, la demande alimentaire croissante, et la faible industrialisation distordent et dégradent les conditions de l'échange international pour le pays. C'est pourquoi, pour alléger ces pressions qui exacerberont les problèmes dans le long terme, il est nécessaire d'agir rapidement sur les variables démographiques. Quelques pistes de solutions peuvent être envisageables pour réduire les effets de la forte croissance démographiques sur le développement de l'économie.

- ✚ Premièrement, puisque la croissance démographique augmente les besoins de financement des services sociaux de base, une maîtrise de la croissance démographique est indispensable pour offrir à l'Etat une plus grande marge de manœuvre pour assurer des investissements productifs. Il en résultera un fléchissement du taux de dépendance qui aboutira à une augmentation de l'épargne et de l'investissement. Les populations devenues plus riches pourront alors soutenir la demande des biens et services directement corrélée au développement de secteur privé industriel.
- ✚ Deuxièmement, un accroissement de l'offre d'emplois pour soutenir la demande d'emplois est certes indispensable mais il faudrait pour cela permettre à l'Etat de réaliser les investissements nécessaires pour atteindre cet objectif.
- ✚ Troisièmement, les développements précédents ont permis de montrer le lien étroit entre la démographie et les variables économiques. C'est pourquoi, il est indispensable d'initier la prise en compte des variables démographiques dans la définition des mesures de politiques économiques.
- ✚ Enfin, au niveau individuel, la maîtrise de la fécondité est bénéfique car elle contribuerait à réduire le nombre de pauvres. Il faut toutefois relever que la croissance démographique n'est pas le seul facteur explicatif de la prolifération du nombre de pauvres. D'autres facteurs sont en jeu parmi lesquels la vulnérabilité des populations.

